

[Text]

However, we have had people come from the other side and say this is complex, but their suggestions are the exact opposite of yours: no further increases in RRSPs, but try to shift in a totally different direction. I was not here yesterday, but at the first hearing last week we had two pension consultants saying to go the RRSP route and forget about those pension plans. We had some people from a union saying to keep those limits on the RRSPs, do not increase them any more and go in this other direction.

While there seems to be a common agreement as to the complexity of the bill and the fact that everybody says he prefers something else, we are not seeing much commonality of agreement in terms of what that something else should be. Can you help us out? I can quite understand what you are suggesting here. It is very simple, no doubt. I know that if we put something like this back to the CLC or perhaps our next witness—I do not know who they are—they are going to say they want to go in that direction.

Mr. Pickard (Essex—Kent): Is what you are posing a little bit unfair to pose to these people? We know we have received the same glowing reports from everyone who has come to this committee: scrap it.

Some hon. members: No, no.

Mr. Sobeski (Cambridge): Jerry, who says to scrap it?

Mr. Pickard: We have agreed to try to work with you. I think it is very difficult to ask one group who has pointed out a model and said to move in this direction. . . We know many others have said to move in other directions. The commonality is that we need many alterations to the proposed legislation. As a committee we listen to their presentations, and possibly through some guidance we can come up with some reasonable resolutions to all of the concerns that have come forward. That is our responsibility, rather than asking them to comment on everybody's report. I find that almost an impossible task for you. I would rather they commented on the model that they have brought forward than to do something that is going to run into useless time.

• 1655

Mr. Langdon: I must say I was pleased to hear your comments about Ruth Goldberg devices.

Mr. Couture (Saint-Jean): I am sure you were pleased.

Mr. Langdon: I suspect the GST may turn out to be one of these too, but we will leave that subject aside.

I wanted to get some sense of your counterproposal. I appreciate the simplicity and directness of it. What sort of revenue or tax expenditure consequences are we talking about here? The government makes a case that their changes are revenue-neutral. It may well be true for the government, even if it is not true for the people who have to administer the system outside the government. But what about your suggested alternatives here?

[Translation]

Il y a toutefois des gens qui venaient de l'autre bord et qui nous ont dit que c'est complexe, mais leurs propositions sont le contraire des vôtres: pas d'autres augmentations des REÉR, mais essayer plutôt une augmentation tout à fait différente. Je n'étais pas ici hier, mais lors de la première audience, la semaine dernière, nous avons eu deux experts en pension qui nous ont dit d'adopter le système des REÉR et d'oublier toutes ces histoires de régimes de pension. Il y a eu aussi des représentants de syndicats nous demandant de garder les limites des REÉR, de ne pas les augmenter et de choisir une autre orientation.

Tout le monde semble donc s'entendre sur le caractère complexe de ce projet de loi et sur le fait que chacun préférerait voir autre chose, mais, par contre, personne ne semble s'entendre sur ce que devrait être cette autre solution. Pouvez-vous nous aider à ce sujet? Je comprends très bien ce que vous nous proposez. C'est assurément très simple. Je sais que si l'on présentait ce genre de choses au CTC, ou peut-être à notre prochain témoin—je ne sais pas de qui il s'agit—ils diront sans doute qu'ils préfèrent une autre orientation.

M. Pickard (Essex—Kent): Est-ce que vous n'êtes pas injustes à l'endroit de ces gens-là? Tous ceux qui se sont présentés devant le Comité ont été unanimes dans leur jugement: jetons tout cela au panier.

Des voix: Non, non.

M. Sobeski (Cambridge): Jerry, qui a dit de jeter cela au panier?

M. Pickard: Nous avons dit que nous étions prêts à collaborer avec vous. Je pense qu'il est bien difficile de demander à un groupe qui a présenté un modèle et a conseillé une certaine orientation. . . Nous savons que beaucoup d'autres ont conseillé d'autres orientations. Ce que tout le monde dit, c'est qu'il faut modifier profondément ce projet de loi. En tant que Comité, nous écoutons toutes les interventions, et si on nous y aide un peu, nous arriverons peut-être à trouver des solutions raisonnables pour répondre à toutes les préoccupations qui ont été présentées. C'est cela notre responsabilité, plutôt que de leur demander de commenter les rapports des uns et des autres. Je pense que c'est pratiquement une tâche impossible pour vous. J'aimerais mieux qu'ils nous commentent le modèle qu'ils présentent plutôt que de faire quelque chose qui va nous faire perdre du temps.

M. Langdon: Je dois dire que j'ai apprécié vos commentaires à propos des machines inutiles à la Ruth Goldberg.

M. Couture (Saint-Jean): Je suis sûr que cela vous a plu.

M. Langdon: Je suis sûr que la TPS sera aussi quelque chose du même genre, mais n'insistons pas là-dessus.

Je voulais mieux comprendre votre contre-proposition. J'en apprécie le côté simple et direct. Qu'est-ce qu'elle aurait comme conséquences en matière de revenu ou de dépenses fiscales? Le gouvernement souligne que les changements qu'il propose n'ont pas d'incidence sur le revenu. C'est peut-être vrai pour le gouvernement, même si ça ne l'est pas pour ceux qui doivent gérer ce système à l'extérieur du gouvernement. Mais qu'en est-il des solutions que vous proposez?